



**Second baromètre de
l'Observatoire des attentes
économiques et sociales
des Européens**

**APCO / La Tribune / BFM,
réalisé par Opinion Way :**

Malgré un léger regain de confiance face à la situation économique, les européens estiment que la réponse à la crise n'est pas assez coordonnée

APCO
worldwide®

5 juin 2009

Pour la seconde édition du **baromètre de l'Observatoire des attentes économiques et sociales des européens réalisé par Opinion Way, le bureau français d'APCO Worldwide, en partenariat avec La Tribune et BFM, s'est intéressé aux perceptions des citoyens de cinq pays de l'Union européenne à la veille des élections européennes du 7 juin.**

Cette enquête est, comme la première, conduite auprès d'un échantillon représentatif des populations française, britannique, allemande, italienne et polonaise (4536 personnes âgées de 18 ans et plus). A côté des questions récurrentes sur les perceptions de l'évolution de la crise économique, qui forment le cœur de ce baromètre, les populations cibles ont été interrogées sur la campagne pour les élections européennes et le rôle des institutions de l'Union européenne dans la politique économique.

On peut lire dans cette étude :

- Un léger regain de confiance face à la crise économique.
- Un sentiment que les enjeux européens n'ont pas été beaucoup traités pendant la campagne pour les européennes.
- Une perception qui se confirme chez les Européens que la crise est gérée individuellement par chaque gouvernement, sans concertation d'ensemble.

L'évolution de la crise économique : des résultats homogènes, traduisant un léger regain de confiance sur fond d'inquiétude persistante

Pour cette seconde édition, l'Observatoire des attentes économiques et sociales APCO / La Tribune / BFM, réalisé par OpinionWay, révèle une grande homogénéité générale des résultats dans les pays ciblés (France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie et Pologne). Alors qu'en avril, 57% des personnes interrogées estimaient que la situation économique dans leur pays respectif allait se dégrader, elles ne sont plus à présent que 44%. Avec 22% des sondés qui pensent que la situation va au contraire s'améliorer, et 34% qui pensent qu'elle va rester stable, on peut sentir au final un léger regain de confiance.

D'autres tendances lourdes homogènes se retrouvent dans la perception des 'bons' et 'mauvais' gestionnaires de crise. Comme en avril, les européens tous pays confondus, estime que c'est en Allemagne que la situation économique va le plus s'améliorer (25% contre 29% il y a deux mois). C'est en outre toujours le gouvernement allemand dont on pense qu'il est le plus efficace dans la gestion de la crise (22% contre 26% auparavant). L'Allemagne reste-t-elle pour autant un modèle ? Si tel est le cas, c'est un modèle relatif. Outre le fait que l'on constate une baisse des scores pour ce pays à ces deux questions, il faut noter que les personnes qui s'y sont déclarées 'sans opinion' représentent respectivement de 40% et 46% - des pourcentages notables, et plus importants que dans le précédent baromètre (38% et 41%).

Si les européens se reconnaissent en majorité incapables de se prononcer sur la gestion de la crise hors de leurs frontières, c'est peut-être qu'ils sont plus concentrés sur les enjeux qui se posent à leur propre pays ou auxquels ils sont directement confrontés – ce que semblent montrer les perceptions sur les indicateurs de la crise. Les personnes sondées continuent en effet de considérer comme principaux indicateurs, respectivement à 55% et à 40%,

l'évolution du coût de la vie et l'évolution du chômage - deux facteurs 'de proximité' plus aisément appréciables par les citoyens.

Y a-t-il une demande d'Europe ?

Les résultats de ce second baromètre révèlent

- **Une perception d'un manque de concertation entre les gouvernements européens dans leur gestion de la crise.** Les personnes interrogées, sont aussi nombreuses (58%) qu'en avril à considérer que les gouvernements gèrent la crise 'en silos', sans se concerter.
- **Un sentiment que les enjeux économiques sont relativement absents de la campagne pour les élections européennes.** Les personnes interrogées se déclarent en grande majorité, soit peu (41%) ou pas du tout (23%) intéressées par la campagne pour les élections européennes. Ce total de 64% doit sans doute être mis en regard du fait que cette campagne est perçue pour 81% des personnes interrogées comme ayant insuffisamment traité de la crise et des mesures de relance.
- **Un sentiment que les enjeux européens n'ont pas été beaucoup traités pendant la campagne pour les européennes.** Selon 66% des personnes interrogées, ce sont surtout des enjeux nationaux qui ont été traités ; elles ne sont que 32% à penser que les enjeux d'europeens ont été privilégiés. Ce sont les italiens et les Polonais qui estiment le plus (77% dans les deux cas) que les enjeux nationaux ont été privilégiés au détriment des enjeux européens, lesquels n'ont été au centre de la campagne que pour 23% des sondés en Italie et 22% des sondés en Pologne.
- **Un sentiment, pour une légère majorité des sondés, que le Parlement européen (42% de réponses positives) et la Commission européenne (41% de réponses positives) sont susceptibles d'avoir une influence dans la gestion de la crise actuelle** – particulièrement en Italie (52% et 54% de réponses positives à ces deux questions). Peut-on lire là de véritables attentes de la part des européens, et une demande pour 'plus d'Europe', en tout cas pour davantage de solutions concertées et efficaces sur des problèmes qui, comme la crise, ont un impact majeur pour les citoyens de l'Union européenne ? Le paysage est plus complexe qu'il n'y paraît. Ainsi, sur la question de l'influence possible du Parlement européen et de la Commission sur la gestion de la crise économique, les personnes interrogées sont tout de même 25% et 26% à ne pas exprimer d'opinions – soit environ un quart des sondés.
- **Une absence notable de réponses chez les sondés sur la question de l'influence relative de leurs députés nationaux au Parlement européen, à laquelle ils sont 33% à ne pas exprimer d'opinions.** Au Royaume-Uni et en France, ce pourcentage passe même respectivement à 39% et à 47%. S'il y a une demande d'Europe, elle reste finalement assez vague, sans doute du fait de la relative méconnaissance par les sondés du fonctionnement et des compétences des institutions communautaires.

Tendances géographiques : une lecture européenne

Les élections européennes ont-elles eu une influence sur les perceptions des relations entre l'Union européenne et les Etats-Unis ? En tout cas, 38% (contre 33% en avril) des européens

pensent que les pays européens parviennent à influencer la politique de gestion de crise américaine, tandis que 28% (contre 32% auparavant) estiment que l'Europe prend ses ordres des Etats-Unis en matière économique - le reste (34%) demeurant 'sans opinion'. Ces chiffres témoignent peut-être d'une meilleure conscience des européens de la place, dans l'équilibre mondial, de l'Union européenne, plus audible face aux Etats-Unis.

Autre résultat important, la perception selon laquelle l'Allemagne est le pays le plus à même de défendre son intérêt économique en Europe (34%), à mettre en regard de sa capacité, déjà mentionnée, à mieux gérer la crise que ses homologues. **Le gouvernement français reste en deuxième position, derrière son homologue allemand, en termes d'efficacité dans sa gestion de crise** (13% contre 12% en avril). Le résultat est intéressant, car les perceptions positives sur l'action du gouvernement français progressent très légèrement (+1%) alors que celles sur l'action du gouvernement baissent (-4%) ; au-delà des éventuels mérites du gouvernement français, on pourrait lire là la conséquence de la campagne électorale qui se prépare en Allemagne pour septembre, et pousse naturellement le gouvernement allemand à se concentrer sur des enjeux nationaux, devenant dès lors moins audible hors de ses frontières.

De manière plus spécifique :

- Les Allemands sont ceux qui estiment le plus que les pays de l'Union européenne sont capables d'influencer les Etats-Unis dans la gestion de la crise économique, et les britanniques, ceux qui estiment au contraire le plus que les Etats-Unis ont une influence déterminante dans les politiques de l'Union européenne face à la crise. Ces résultats semblent à l'instar des perceptions habituelles sur le sentiment européen dans ces deux pays, fort en Allemagne, faible au Royaume-Uni.
- Allemands (52%), Italiens (59%) et Polonais (62%) sont ceux qui considèrent le plus leurs députés européens comme moins influents comparativement à leurs collègues des 26 autres états membres – des réponses d'autant plus significatives que le taux de 'sans opinion' à cette question dans ces trois pays n'est respectivement que de 24%, 27% et 24%.
- Les Italiens considèrent, avec 24% de réponses positives que leur gouvernement gère comparativement mieux la crise que celui de leurs voisins – une perception qui va à l'encontre de celles des autres populations sondées, qui classent le gouvernement italien avant-dernier (6% seulement d'opinions favorables), avant son homologue polonais, dans sa gestion de la crise économique. Ce résultat est d'autant plus notable que les italiens sont comparativement ceux dont le regain de confiance est le plus important, pour 31% des sondés qui estiment que la situation économique va s'améliorer.
- En termes de regain de confiance toujours, après les italiens, les plus 'optimistes' sont les britanniques qui sont 25% à considérer que la situation va s'améliorer dans leur pays, suivi des polonais (24%), des allemands (17%) et des français (15%).

Certaines tendances lourdes et spécificités géographiques semblent se confirmer dans ce baromètre. La prochaine et dernière édition, en novembre 2009 donnera l'opportunité d'une synthèse. Prévues autour de l'anniversaire de l'élection du Président Barack Obama, cette édition se concentrera sur les nouvelles relations transatlantiques.

Les résultats complets sont disponibles sous le lien :

http://www.apcoworldwide.com/france/content/pdfs/Barometre_APCO_La_Tribune_BFM_0609.pdf